



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE n° 26 du 25 mai 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 26 mai 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	627
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	627
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS	627
Bureau de l'interministérialité	627
Arrêté n° 10.BI.32 du 25 mai 2010 accordant délégation de signature à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine	627
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	629
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS	629
Arrêté de subdélégation de signature du 12 mai 2010.....	629
Arrêté modificatif 10-DDPP-058 du 17 mai 2010 complétant la liste des personnes habilitées à dispenser la formation portant sur l'éducation et le comportement canins ainsi que sur la prévention des accidents visée à l'article R.211-5-3 du code rural	630
AVIS ET COMMUNICATIONS	631
AUTRES SERVICES.....	631
UNIVERSITE NANCY 2	631
Avis de recrutement externes d'adjoints techniques de recherche et de formation.....	631
Avis de recrutement d'adjoints techniques de recherche et de formation par la voie d'un contrat pacte	631

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

Arrêté n° 10.BI.32 du 25 mai 2010 accordant délégation de signature à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du travail ;

VU le code de commerce ;

VU le code de la consommation ;

VU le code du tourisme ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;

VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;

VU le décret du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} - Délégation de signature est donnée à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences et au nom du Préfet de Meurthe-et-Moselle, les décisions, actes administratifs et correspondances dans les domaines suivants, relevant de la compétence du préfet de Meurthe-et-Moselle :

1) Travail et Emploi

Nature du pouvoir	Textes (Code du Travail : CT)
1 – Salaires - établissement du tableau des temps nécessaires à l'exécution des travaux des travailleurs à domicile - fixation du salaire horaire minimum et des frais d'atelier ou accessoires des travailleurs à domicile - remboursement de la part de l'Etat en matière de rémunération mensuelle minimale	CT : 7 ^{ème} partie – Livre 4 ^{ème} – Titres I et II CT : 3 ^{ème} partie – Livre 2 ^{ème} – Titre III – Chapitre II
2 – Négociation collective Fondement de la qualification des catégories d'emploi menacées dans le cadre de la négociation triennale	CT : 2 ^{ème} partie – Livre 2 ^{ème} – Titre IV – Chapitres I et II
3 – Agences de mannequins Attribution, renouvellement, suspension, retrait de la licence d'agence de mannequins	CT : 7 ^{ème} partie – Livre 1 ^{er} – Titre II – Chapitre III
4 – Travailleurs étrangers - décisions et visas portant sur les autorisations de travail - visa des conventions de stage	CT : 5 ^{ème} partie – Livre 2 ^{ème} – Titre II CEDESA – Livre III
5 – Apprentissage et Alternance - contrats d'apprentissage - décision à l'opposition d'engagement d'apprentis et à la poursuite des contrats en cours - enregistrement des contrats d'apprentissage dans le secteur public - agrément (délivrance, suspension, retrait) de maître d'apprentissage pour les personnes morales de droit public - contrat de professionnalisation	CT : 6 ^{ème} partie – Livre 2 ^{ème} – Titre II – Chapitres III, IV et V Loi n° 92-675 du 17/07/1992 Décret 92-1258 du 30/11/1992 CT : 6 ^{ème} partie – Livre 3 ^{ème} – Titre II – Chapitre V
6 – Congés payés - action en dommages et intérêts contre un salarié qui travaille pendant ses congés payés - agrément des contrôleurs des caisses de congés payés	CT : 3 ^{ème} partie – Livre 1 ^{er} – Titre IV
7 – Emploi 7.1 – Chômage partiel - attribution de l'allocation spécifique de chômage partiel - conventions de prise en charge des indemnités complémentaires dues aux salariés en chômage partiel - décisions relatives à la situation des salariés employés par une entreprise en suspension temporaire d'activité (au-delà de 3 mois) - conventions d'activité partielle de longue durée - participation de l'Etat à l'allocation complémentaire versée par l'entreprise en matière de rémunération mensuelle minimale garantie	CT : 5 ^{ème} partie – Livre 1 ^{er} – Titres I et II CT : 3 ^{ème} partie – Livre 2 ^{ème} – Titre III – Chapitre II

<p>7.2 – Conventions du Fonds National de l'Emploi (FNE) dans le cadre de la restructuration des entreprises et de l'adaptation à l'emploi</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'allocation spéciale en cas de licenciement de travailleurs âgés - d'allocation temporaire dégressive - de congés de conversion - de cellule de reclassement - de formation et d'adaptation professionnelle - de cessation d'activité de certains travailleurs salariés - de conversion, d'adaptation ou de prévention <p>7.3 – Convention d'appui ou de sensibilisation à l'élaboration de plans de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences</p> <p>7.4 – Aide à l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi dans le cadre d'accords pour l'emploi</p> <p>7.5 – Contrat unique d'insertion, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat d'avenir, contrat initiative emploi, contrat insertion-revenu minimum d'activité. Accompagnement salariés en contrats aidés Décision de reversement des aides et cotisations sociales en cas de rupture d'un CAE ou d'un CIE. Prime retour à l'emploi.</p> <p>7.6. – Dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise</p> <p>7.7 – Décisions et conventions relatives à l'insertion par l'activité économique. Attribution des aides – Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique</p> <p>7.8 – Aide aux chômeurs, créateurs ou repreneurs d'entreprises</p> <p>7.9 – Conventions de promotion de l'emploi</p> <p>7.10 – CIVIS / Fonds pour l'insertion professionnelle des jeunes (FIPJ)</p> <p>7.11 – Conventions liées aux dispositifs locaux d'accompagnement</p> <p>7.12 – Délivrance, extension, renouvellement, retrait d'agrément des associations, entreprises et autres personnes morales dont l'activité porte sur les services à la personne</p> <p>7.13 – Agrément relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production (SCOP)</p> <p>7.14 – Décisions embauche en ZRU et ZUS</p>	<p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titres I et II</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre II</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre II</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre III – Chapitres I, III et IV</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre III – Chapitre IV CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre III – Chapitre II</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre IV</p> <p>CT : 6^{ème} partie – Livre 3^{ème} – Titre II – Chapitre V Circulaires DGEFP 97-08 du 25/4/97 et 04-07 du 16/02/2004 CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre III – Chapitre I Circulaires DGEFP n°2002-16 du 25/3/2002, n°2003-04 du 4/3/2003 et du 09/7/2007</p> <p>CT : 7^{ème} partie – Livre 2^{ème} – Titre III</p> <p>Loi n° 78-763 du 19/07/1978</p> <p>Loi n° 96-987 du 14/11/1996</p>
<p>8 – Travailleurs privés d'emploi / Décisions relatives aux droits du régime de solidarité et aux droits à revenu de remplacement</p> <ul style="list-style-type: none"> - exclusion temporaire ou définitive des droits à l'allocation de recherche d'emploi, d'allocation temporaire d'attente ou d'allocation de solidarité spécifique et prononcé de sanctions administratives - refus d'ouverture des droits à l'allocation de solidarité spécifique et de son renouvellement - refus d'ouverture rétroactive du droit à l'allocation équivalent retraite 	<p>CT : 5^{ème} partie – Livre 4^{ème} – Titres I et II</p>
<p>9 – Formation professionnelle et certification</p> <ul style="list-style-type: none"> - délivrance des titres professionnels du ministère chargé de l'emploi et validation de jury - remboursement des rémunérations perçues par les stagiaires AFPA abandonnant, sans motif valable, leur stage de formation - validation des acquis de l'expérience 	<p>Loi n° 2002-73 du 17/01/2002 Décret n° 2002-1029 du 2/8/2002</p> <p>CT : 6^{ème} partie – Livre 3^{ème} – Titre IV – Chapitre I</p> <p>Loi n° 2002-73 du 17/01/2002 Décret n° 2002-615 du 26/04/2002</p>
<p>10 – Travailleurs handicapés</p> <ul style="list-style-type: none"> - déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés (contrôle, émission des titres de perception à l'encontre des employeurs ne respectant pas l'obligation d'emploi) - agrément des accords de groupe, d'entreprise ou d'établissement en faveur des travailleurs handicapés <p>Exonération partielle de l'obligation d'emploi.</p> <ul style="list-style-type: none"> - subvention d'installation des travailleurs handicapés - aides financières en faveur de l'insertion des travailleurs handicapés - conventionnement d'organismes assurant des actions d'insertion des travailleurs handicapés - décisions sur la reconnaissance de la lourdeur du handicap - conventionnement d'aide au poste dans les entreprises adaptées - prime pour l'embauche d'un jeune handicapé en contrat d'apprentissage 	<p>CT : 5^{ème} partie – Livre 2^{ème} – Titre I</p> <p>CT : 6^{ème} partie – Livre 2^{ème} – Titre II – Chapitre II</p>
<p>11 – Conseiller du salarié</p> <ul style="list-style-type: none"> - remboursement aux employeurs des salaires maintenus aux conseillers du salarié pour l'exercice de leur mission - remboursement des frais de déplacement exposés par les conseillers du salarié 	<p>CT : 1^{ère} partie – Livre 2^{ème} – Titre III – Chapitre II</p>

2) Métrologie

Décisions, actes et correspondances relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine dans le domaine de la métrologie légale :

- dans le cadre du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure :

- * approbation du système d'assurance qualité mis en œuvre par le fabricant ou le réparateur pour la vérification primitive des instruments (article 18 – 3^{ème} alinéa) ;
 - * approbation du système d'assurance qualité mis en œuvre par l'installateur pour la vérification de l'installation d'un instrument (article 23 – 3^{ème} alinéa) ;
 - * agrément du système d'assurance qualité des organismes de contrôle (article 37 – 2^{ème} alinéa) ;
 - * dérogations lorsque les conditions techniques et d'usage d'un instrument ne permettent pas de respecter la réglementation (article 41) ;
 - * retrait ou suspension d'agrément (article 39)
- agrément des organismes prévus par les arrêtés réglementant les catégories d'instruments de mesure (articles 22, 28 et 33 du décret précité et article 20 de l'arrêté du 1^{er} mars 1990 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret) ;
- attribution de marque d'identification (article 27 de l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1990) ;
- agrément des installateurs, réparateurs de chronotachygraphes et des centres de vérifications périodiques (décret n° 81-883 du 14 septembre 1981 et arrêté du 26 novembre 1986 modifiés) ;
- agrément des organismes pour la vérification périodique des taximètres (arrêté ministériel du 18 juillet 2001, article 12) ;
- décisions d'approbation de plans de camion-citerne (ordonnance n° 42-2405 du 18 octobre 1945 et arrêté du 1^{er} juillet 1976, article 14) ;
- décisions d'agrément de plans de réservoir de stockage de liquides autres que les vins et alcools (ordonnance n° 42-405 du 18 octobre 1945 relative au mesurage du volume des liquides et circulaire 76.1.01.327.000 du 6 mai 1976) ;
- agrément d'organismes pour la réparation, l'installation, l'inspection des chronotachygraphes numériques (arrêté ministériel du 7 juillet 2004 relatif aux modalités du contrôle des chronotachygraphes numériques, articles 4 et 5).

3) Développement industriel et technologique

Décisions, actes et correspondances pris en application de la politique de développement industriel dans les conditions définies par le décret n° 83-568 du 27 juin 1983.

4) Concurrence, consommation et répression des fraudes

Décisions, actes et correspondances relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine en matière de contrôle du bon fonctionnement des marchés et des relations commerciales entre entreprises, de protection économique des consommateurs et de sécurité des consommateurs.

5) Organisation, fonctionnement des services et gestion du personnel

Décisions, actes et correspondances concernant :

- l'organisation et le fonctionnement des services sur lesquels il a autorité ;
- la gestion des personnels dans les conditions et suivant les modalités fixées par les textes en vigueur.

Article 2 - M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine peut, sous sa responsabilité et au nom du préfet, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs fonctionnaires et agents de l'Etat relevant de son autorité. La décision de subdélégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 - Demeurent réservées à la signature de M. le Préfet les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
 - 2) aux ministres,
 - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
 - 5) au président du Conseil Général.

Article 4 - L'arrêté préfectoral N°09.BMSSE.99 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle est abrogé.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 mai 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS****Arrêté de subdélégation de signature du 12 mai 2010**

La directrice départementale de la protection des populations,

VU l'arrêté préfectoral n° 10 BI.31 du 11 mai 2010 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations

ARRETE

Article 1^{er} : En mon absence ou en cas d'empêchement de ma part, la délégation de signature est exercée de la manière suivante :

Pour l'ensemble des actes juridiques mentionnés à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2010, sous réserve des dispositions de ses articles 2 et 3 :

- M. Jean-Yves CHOLLET directeur départemental adjoint

Article 2 : La délégation de signature est donnée aux chefs de service et leurs adjoints pour signer les documents relevant de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 10 BMSSE 05 du 20 janvier 2010 selon les conditions suivantes :

1) pour l'ensemble des actes relevant du service santé, protection animale, et environnement (SPA) :

- Catherine NICOLEY, chef du service SPAE
- Emmanuelle PORTEMER, son adjointe

2) pour l'ensemble des actes relevant du service protection des consommateurs :

- Michel FRANCOIS, chef du service
- Marc PETERSCHMITT, son adjoint

3) pour l'expérimentation animale :

- Anne DELEPORTE

Article 3 : En vertu de l'article 3 de l'arrêté préfectoral N°10 BMSSE 05 susvisé, demeurent soumis à la signature du Préfet les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre
 - 2) aux ministres
 - 3) aux parlementaires
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au Préfet de région et au président du Conseil Régional
 - 5) au président du Conseil Général
 - 6) au président de la Communauté urbaine du Grand Nancy

Article 4 : La subdélégation accordée par Mme Catherine BOURGUIGNON ne concerne pas les actes cités à l'article 2 de l'arrêté préfectoral, qui en son absence ou en cas d'empêchement, demeureront soumis à la signature du Préfet.

Article 5 : Toute disposition antérieure à cette date est abrogée

Ampliation de cette décision est transmise à monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle et à madame l'administratrice générale des finances publiques.

Nancy, le 12 mai 2010

La directrice départementale de la protection des populations,
Catherine BOURGUIGNON

Arrêté modificatif 10-DDPP-058 du 17 mai 2010 complétant la liste des personnes habilitées à dispenser la formation portant sur l'éducation et le comportement canins ainsi que sur la prévention des accidents visée à l'article R.211-5-3 du code rural

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code rural et notamment ses articles L 211-11, L 211-13-1, L 211-14-2, L 214-6, L 211-18 et R 211-5-3 à R 211-5-6 relatifs aux chiens susceptibles d'être dangereux ;

Vu la loi N°2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux ;

Vu le décret N° 2009-376 du 1er avril 2009, relatif à l'agrément des personnes habilitées à dispenser la formation prévue à l'article L 211-13-1 du code rural et au contenu de la formation ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 avril 2009 fixant les conditions de qualification et les capacités matérielles d'accueil requises pour dispenser la formation et délivrer l'attestation d'aptitude prévue à l'article L 211-13-1 du code rural ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 avril 2009 fixant les conditions du déroulement de la formation requise pour l'obtention de l'attestation d'aptitude prévue à l'article L 211-13-1 du code rural ;

Vu la circulaire interministérielle d'application N° NOR/AGRE/09/15148/C du 23 juin 2009, relative à l'agrément des personnes habilitées à dispenser la formation des maîtres de chiens dangereux et en application du décret N°2009-376 du 1er avril 2009 relatif à l'agrément des personnes habilitées à dispenser la formation prévue à l'article L 211-13-1 du code rural et au contenu de la formation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2009, modifié le 16 novembre 2009, établissant la liste des personnes habilitées à dispenser la formation portant sur l'éducation et le comportement canins ainsi que sur la prévention des accidents visée à l'article R.211-5-3 du code rural ;

Vu l'arrêté préfectoral N°10.BI.31 du 11 mai 2010 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations ;

Vu les nouvelles demandes d'habilitation réceptionnées à la date de signature du présent arrêté ;

Sur proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

A R R E T E

Article 1er – L'article 1er de l'arrêté susvisé est complété comme suit :

Identité du formateur	Adresse du lieu de déroulement de la formation et de délivrance des attestations d'aptitude	Coordonnées téléphoniques et adresse mail	Diplôme, titre ou qualification
ROEDER Daniel	Training Club Canin de Moyeuve-Grande et Environs Chemin d'Avril 57250 AVRIL	03.82.46.26.33	MONITEUR
MECHAIN Philippe	Training Club Nancéen Parc de Rémicourt 54601 VILLERS LES NANCY	06.64.33.47.78 adresse mail : mechain.ep@free.fr	EDUCATEUR
MANCINELLI Robert	Training Club Nancéen Parc de Rémicourt 54601 VILLERS LES NANCY	03.83.98.83.55 adresse mail : mancinelli@ac-nancy-metz.fr	MONITEUR
VOLTZ Christian	Training Club Nancéen Parc de Rémicourt 54601 VILLERS LES NANCY	03.83.28.20.10 adresse mail : voltz1@free.fr	EDUCATEUR
WISS Alain	Training Club Nancéen Parc de Rémicourt 54601 VILLERS LES NANCY	Tél non communiqué adresse mail : wiss.alainl@numericable.fr	MONITEUR
VINCENT Stéphanie	Training Club Nancéen Parc de Rémicourt 54601 VILLERS LES NANCY	06.03.52.45.42 adresse mail : stephanie.vincent.2@sfr.fr	MONITEUR
MARECHAL Katia	Club d'Éducation Canine de Tomblaine La Plaine Flageul 54510 TOMBLAINE	06.65.70.94.36 adresse mail : m.katia@free.fr	EDUCATEUR
JOSEPH Régis	ÉCACHIEN 15 rue Derrière Saint-Paul 55840 THIERVILLE sur MEUSE	06.45.49.02.07 adresse mail : educachien@hotmail.fr ou resey@hotmail.fr	CONSEILLER TECHNIQUE CYNOTECHNIQUE
DAUBINET Christophe	Club Canin de Sommerviller 16 rue de Lorraine 54110 SOMMERVILLER	06.12.58.21.89 adresse mail : daubick@wanadoo.fr	FORMATION SPECIALISEE (MOFAA)
HAUSSWIRTH Fabrice	Club Canin de Sommerviller 16 rue de Lorraine 54110 SOMMERVILLER	03.83.74.18.18 adresse mail : hausswirth.fabrice@orange	FORMATION SPECIALISEE (MOFAA)

Article 3 – M. le Secrétaire Général, MM. les Sous-préfets, M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, Mme la directrice départementale de la protection des populations, Mmes et MM. les maires du département de Meurthe-et-Moselle, Mmes et MM. les vétérinaires du département de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Copie du présent arrêté sera transmise à la direction générale de l'enseignement et de la recherche, au bureau des partenariats professionnels. Nancy, le 17 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale de la protection des populations,
Catherine BOURGUIGNON

VOIES DE RECOURS :

Si vous estimez devoir contester la présente décision, il vous est possible, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification qui vous en sera faite de former soit :

- un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
- un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales - Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous- direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 PARIS Cedex 08
- un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif 5, place de la Carrière- CO N°38 54036 NANCY cedex.

Aucune de ces voies de recours ne suspend l'application de la présente décision.

Le recours gracieux ou hiérarchique doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée. Si vous n'aviez pas de réponse à votre recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception par l'administration de votre recours, celui-ci doit être considéré comme rejeté (décision implicite de rejet). En cas de rejet, le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours contentieux dans un délai de 2 mois à compter de la date de la décision de rejet.

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

UNIVERSITE NANCY 2

Avis de recrutement externes d'adjoints techniques de recherche et de formation

En application de l'article 51 du décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 modifié relatif aux dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère de l'éducation nationale, des recrutements externes sans concours d'adjoints techniques de recherche et de formation des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche auront lieu, au titre de l'année 2010, dans les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics administratifs sous la responsabilité des présidents ou des directeurs de ces établissements.

Ces recrutements sont organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type. (cf. tableau ci-dessous)

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Etablissement/ Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2010
Gestion et pilotage « BAP J »	Adjoint en gestion administrative	Université Nancy 2	2

Aucune condition de titre ou de diplôme n'est exigée de la part des candidats souhaitant se présenter à ces recrutements.

Les registres d'inscription sont ouverts dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date limite de retour des dossiers d'inscription.

Les dossiers de candidature sont constitués d'une lettre de candidature et d'un curriculum vitae détaillé indiquant le niveau d'étude ainsi que le cas échéant, le contenu et la durée des formations suivies et des emplois occupés.

Ils doivent être adressés à :

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Université NANCY 2	Direction des Ressources Humaines Pôle Concours Formation Continue Bureau 102 - 91 Avenue de la Libération BP 454 54 001 NANCY Cedex	03 54 50 40 98 03 54 50 40 67 03 54 50 40 66	03 54 50 40 82

Chaque université affectataire arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par l'autorité chargée de la direction de l'établissement dont au moins un membre est extérieur à l'établissement.

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature déposés dans le délai fixé ci-dessus, la commission procède à la sélection des candidats puis à l'audition des candidats retenus.

Pour tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser à l'établissement.

Références : JORF n°0049 du 27 Février 2010

Avis de recrutement d'adjoints techniques de recherche et de formation par la voie d'un contrat pacte

En application du décret n° 2005-902 du 02 Août 2005 pris pour l'application de l'article 22 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, un recrutement d'adjoint technique de recherche et de formation des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche par la voie du PACTE (parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat) aura lieu, au titre de l'année 2010, dans les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics administratifs sous la responsabilité des présidents ou des directeurs de ces établissements.

Ces recrutements sont organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type par chacun des établissements affectataires. (cf tableau ci-dessous)

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Etablissement/ Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2010
Gestion et pilotage (BAP J)	Adjoint en gestion administrative	Université Nancy 2	1

Le PACTE est un nouveau mode d'accès qui permet d'intégrer la fonction publique et d'y être titularisé après un engagement de professionnalisation d'une durée d'un à deux ans alternant formation et stage. La titularisation est prononcée après avis de la commission de titularisation.

A) Conditions à remplir :

Le PACTE est accessible à tous les jeunes de 16 à 25 ans révolus, sans qualification ou possédant un diplôme inférieur au baccalauréat (CAP ou BEP).

Le candidat doit être de nationalité française ou de celle d'un des Etats membres de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen. Dans le cas où le candidat est en cours de naturalisation ou d'acquisition de l'une des nationalités requises, la titularisation ne pourra intervenir qu'une fois la condition de nationalité satisfaite.

B) Modalités et date d'inscription :

Les registres d'inscription sont ouverts dans chacun des établissements concernés dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date de retour des dossiers d'inscription.

Les candidats doivent envoyer leur candidature, lettre de motivation et curriculum vitae, accompagnée d'un descriptif de leur parcours antérieur de formation, et le cas échéant, de leur expérience, Au Pôle Emploi de leur lieu de domicile qui transmettra les candidatures recevables à la commission de sélection prévue ci-après.

C) Modalités de recrutement :

Chaque université affectataire arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures transmises par le Pôle Emploi. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par la Direction de l'établissement dont au moins un membre est extérieur à l'établissement.

Procédure de sélection :

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature, la commission procède à la sélection des candidats. Seuls les candidats sélectionnés par la commission seront convoqués à l'épreuve orale d'entretien.

Procédure de recrutement :

A l'issue de l'épreuve orale, la commission arrête, par ordre de mérite, la liste des candidats aptes au recrutement.

Pour tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser à

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Université Nancy 2 Direction des Ressources Humaines Pôle Formation Continue - Concours	91 Avenue de la Libération BP 454 54001 NANCY	03 54 50 40 98 03 54 50 40 67 03 54 50 40 66	03 54 50 40 82

Références : JORF n°0049 du 27 Février 2010

